

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202697]

## 2 MAI 2019. — Décret relatif à l'organisation de la consultation populaire régionale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions introductives**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret est pris en exécution du décret spécial de la Région wallonne du 19 juillet 2018 instituant la consultation populaire.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> décret spécial : le décret spécial de la Région wallonne du 19 juillet 2018 instituant la consultation populaire;

2<sup>o</sup> consultation : la consultation populaire régionale telle qu'organisée par le décret spécial;

3<sup>o</sup> participant : la personne qui réunit les conditions requises pour participer à la consultation;

4<sup>o</sup> habitant : la personne définie à l'article 3 du décret spécial;

5<sup>o</sup> comité(s) : le ou les comités visé(s) à l'article 12 du décret spécial;

6<sup>o</sup> commission de contrôle : la commission régionale de contrôle visée à l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Parlement wallon et des membres du Gouvernement wallon.

**TITRE II. — Organisation de la consultation**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Lieu de participation

**Art. 3.** La participation à la consultation a lieu à la commune où l'habitant est inscrit sur le registre des participants.

## CHAPITRE II. — Registre des participants

## Section 1. — Établissement du registre

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Septante-cinq jours avant la date de la consultation qui est communiquée par le Parlement wallon, le collège communal dresse le registre des participants de la commune.

§ 2. Sur ce registre sont repris :

1<sup>o</sup> les habitants qui, à la date mentionnée, sont inscrits au registre de population de la commune et satisfont aux conditions visées à l'article 3, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, du décret spécial;

2<sup>o</sup> les habitants admissibles qui, entre le septante-cinquième jour avant la date de la consultation et la date de la consultation, atteindront l'âge de seize ans;

3<sup>o</sup> les personnes dont la suspension des droits électoraux prendra fin avant la date de la consultation.

Le registre des participants mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la résidence principale et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le registre des participants est établi par commune ou, le cas échéant, par section de commune, selon une numérotation continue, de préférence dans l'ordre alphabétique des participants. Le collège communal veille toutefois à convoquer au même centre de vote les personnes inscrites à la même adresse sur le registre de population.

§ 2. Un exemplaire du registre des participants est transmis de manière numérique sans délai au gouverneur de la province ou au fonctionnaire qu'il désigne.

§ 3. Le gouverneur ou le fonctionnaire qu'il désigne procède aux vérifications nécessaires et, dans le mois de sa réception, renvoie au collège communal le registre des participants qui le concerne portant les remarques et modifications à effectuer. Une copie de ce registre portant les corrections est transmise pour contrôle dans les plus brefs délais au Gouvernement ou à son délégué par le collège communal de manière numérique.

Le Gouvernement peut décider que la constitution du registre des participants se fera de manière automatisée.

Le Gouvernement est responsable du traitement des données à caractère personnel reprises au registre.

§ 4. Par ailleurs, le Gouvernement ou son délégué procède, de la manière fixée par lui, à la comparaison des registres des participants aux fins de vérifier si des personnes, pour quelque raison que ce soit, seraient reprises sur plusieurs d'entre eux.

Après vérification, le Gouvernement ou son délégué statue dans les plus brefs délais et transmet de manière numérique aux collèges communaux concernés le relevé des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement désigne le collège communal qui radie le participant et celui qui conserve l'inscription.

Les collèges communaux donnent récépissé de cette décision.

§ 5. Le collège communal concerné procède dans un délai de quatre jours à la radiation du participant visé par la décision.

La radiation est notifiée immédiatement aux personnes concernées.

De plus, il procède à la radiation de ceux qui se seraient trouvés entretemps sous le coup d'une clause de suspension ou d'exclusion.

§ 6. A la date à laquelle la liste des participants doit être arrêtée, le collège communal porte à la connaissance des citoyens, par un avis affiché à l'administration communale, que toute personne inscrite au registre de la population peut, jusqu'au douzième jour précédant celui de la consultation s'adresser au directeur général de la commune afin de vérifier s'il figure et/ou est correctement mentionné sur la liste. Il est fait mention de la procédure de réclamation.

### Section 2. — Délivrance du registre

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dès que le registre des participants est établi, le collège communal, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer un exemplaire aux personnes mandatées par le comité.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

§ 2. Le registre est communiqué sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le Gouvernement.

Les exemplaires du registre des participants délivrés en application du présent article peuvent uniquement être utilisés dans le cadre de la consultation, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de la consultation, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 3. Les personnes ayant reçu un exemplaire ou une copie du registre ne peuvent le communiquer à des tiers.

### Section 3. — Utilisation du registre

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le collège communal, à partir du registre des participants, dresse deux relevés :

1<sup>o</sup> le premier reprend les participants, ayant le jour de la consultation au moins dix-huit ans, susceptibles d'être investis de la fonction de président de bureau de vote ou de dépouillement;

2<sup>o</sup> le second reprend les participants, ayant le jour de la consultation au moins dix-huit ans, susceptibles d'être désignés comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de vote ou de dépouillement.

Ce relevé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, comporte douze noms par bureau.

Le collège communal établit la liste des participants qui se sont portés volontaires pour les fonctions à conférer, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Les deux relevés et la liste visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont transmis au président du bureau principal de canton.

**Art. 8.** Le collège communal peut confier à un prestataire le soin de confectionner le registre des participants en respectant les modalités ci-après :

1<sup>o</sup> le prestataire complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter la confidentialité propre au processus de consultation;

2<sup>o</sup> lorsque le prestataire est amené à utiliser directement les données du registre national, sur la base d'un tableau ou d'un support magnétique, il est soumis aux dispositions des articles 28 et 29 du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE;

3<sup>o</sup> le prestataire ne peut distribuer les registres aux personnes qui n'ont pas été expressément autorisées par le collège communal à les recevoir;

4<sup>o</sup> le prestataire doit présenter les garanties suffisantes en termes de connaissances, de fiabilité et de ressources pour la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles qui satisfont au Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 susmentionné.

### Section 4. — Réclamation contre le registre

**Art. 9.** Le Parlement wallon notifie sans délai et par tous moyens au requérant ainsi que, le cas échéant, aux parties intéressées la date à laquelle la réclamation sera examinée.

Le rôle des réclamations est publié vingt-quatre heures au moins avant la séance sur le site web du Parlement wallon.

**Art. 10.** Le dossier des réclamations est mis à la disposition des parties, de leurs avocats ou de leurs mandataires.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Une décision motivée, mentionnant le nom du rapporteur et ceux des membres présents, est rendue séparément sur chaque affaire.

§ 2. La décision est prise sans possibilité d'appel.

§ 3. Jusqu'au cinquième jour avant la consultation, le Parlement wallon informe le collège communal concerné des modifications à intégrer.

Jusqu'au jour de la consultation, le collège communal apporte au registre des participants les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les personnes qui doivent être rayées du registre des participants parce qu'elles sont décédées;

2<sup>o</sup> les modifications apportées au registre des participants, à la suite des décisions du Parlement wallon.

**Art. 12.** Quiconque peut prendre connaissance sans frais de la décision du Parlement wallon au secrétariat de la commune.

### Section 5. — Sanctions

**Art. 13.** Les articles L4122-31 à L4122-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont applicables *mutatis mutandis*.

### CHAPITRE III. — Répartition des participants

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les participants de la commune sont répartis par le collège communal en sections de vote dont aucune ne peut compter plus de mille deux cents ni moins de trois cents participants.

Néanmoins, si dans une commune, le nombre de participants à la consultation ne dépasse pas mille deux cents personnes, ils se réunissent dans une seule section de vote.

§ 2. Le collège communal désigne un bureau de vote et un local de vote distincts pour chaque section de vote.

Plusieurs sections de vote peuvent être convoquées dans le même bâtiment.

Les locaux de vote sont sélectionnés en respectant des normes minimales d'accessibilité selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base de la répartition des participants, le collège communal dresse un registre des participants par section de vote, appelé registre de scrutin.

Ces registres sont utilisés, le jour de la consultation, pour effectuer le pointage des participants ayant participé à la consultation dans un local de vote déterminé.

§ 2. Le collège communal conserve les registres de scrutin destinés aux bureaux de vote de sa commune et les répartit entre ces bureaux à la date prévue. Le président du bureau communal veille à ce que ces registres soient entreposés dans des endroits sécurisés, et que leur distribution se fasse uniquement entre les mains des présidents de bureau de vote auxquels ils sont destinés.

#### CHAPITRE IV. — Convocation des participants

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le quinzième jour avant la consultation, au plus tard, le collège communal envoie une lettre de convocation à chaque participant à son lieu de résidence.

Lorsque la lettre de convocation n'a pu être remise au participant, elle est déposée au secrétariat communal où le participant peut la retirer jusqu'au jour de la consultation, à midi.

§ 2. Sont convoquées toutes les personnes inscrites sur le registre des participants.

§ 3. Les lettres de convocation, conformes au modèle fixé par le Gouvernement, rappellent le jour et le local où le participant peut participer à la consultation, les heures d'ouverture et de fermeture au public des bureaux.

Elles indiquent le nom, les prénoms, le sexe, la résidence principale du participant ainsi que le numéro sous lequel il figure sur le registre.

Elles portent la mention de la consultation pour laquelle la personne est convoquée.

**Art. 17.** Un avis relatif à la tenue de la consultation est publié au moins vingt jours avant sa tenue sur le site web du Parlement wallon.

Il est publié dans chaque commune par voie d'affichage et, le cas échéant, sur le site web de la commune.

#### CHAPITRE V. — Désignation des bureaux électoraux

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque consultation, le collège électoral régional est constitué d'un bureau principal régional, de bureaux principaux de circonscription, de bureaux principaux de canton, de bureaux communaux, de bureaux de vote et de bureaux de dépouillement.

§ 2. Le bureau principal régional est établi à Namur.

Il est présidé par le président du tribunal de première instance de Namur, ou, à défaut, par un juge du tribunal de première instance de ce tribunal désigné par ce dernier.

Le bureau principal régional comprend, outre le président, quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants et un secrétaire.

Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés par le président parmi les participants de la ville de Namur ayant le jour de la consultation au moins dix-huit ans.

Le secrétaire est désigné par le président parmi les participants de la ville de Namur ayant le jour de la consultation au moins dix-huit ans.

Le bureau principal régional exerce un contrôle sur l'ensemble des opérations ayant trait à la consultation et prescrit au besoin les mesures d'urgence que les circonstances rendent nécessaires.

§ 3. Le bureau principal régional désigne les présidents de bureaux principaux de circonscriptions qui comprennent, outre le président, quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants et un secrétaire. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés par le président parmi les participants de la circonscription ayant le jour de la consultation au moins dix-huit ans.

Il est présidé par le président du tribunal de première instance de la circonscription, ou, à défaut, par le magistrat qui le remplace.

§ 4. Le bureau principal de circonscription désigne les présidents de bureaux principaux de canton qui comprennent, outre le président, quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants et un secrétaire. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés par le président parmi les participants du canton ayant le jour de la consultation au moins dix-huit ans.

Le bureau principal de canton est établi au chef-lieu du canton et est présidé :

1° par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2° par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3° par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

§ 5. Le bureau principal de canton désigne les présidents des bureaux communaux, des bureaux de vote et de dépouillement.

Les bureaux de vote et de dépouillement comprennent outre un président et un secrétaire, trois assesseurs et trois assesseurs suppléants.

§ 6. Un bureau communal est constitué dans chaque commune.

Le bureau communal siège à l'hôtel de ville ou à la maison communale.

Le président du bureau communal exerce la surveillance générale des opérations électorales dans la commune de son ressort.

**TITRE III. — Opérations électorales****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Vote par procuration**

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Peut mandater un autre participant pour participer à la consultation en son nom et pour son compte :

1<sup>o</sup> le participant qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical;

2<sup>o</sup> le participant qui, pour des raisons professionnelles ou de service :

a. est retenu à l'étranger de même que les participants, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b. se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a. et b. est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale;

3<sup>o</sup> le participant qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population;

4<sup>o</sup> le participant qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé;

5<sup>o</sup> le participant qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses;

6<sup>o</sup> le participant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7<sup>o</sup> le participant qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages. Ce document mentionne le nom du participant qui souhaite mandater un autre participant pour voter en son nom.

Si le participant n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le Gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

§ 2. La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui de la consultation.

§ 3. Tout participant peut être désigné comme mandataire.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

§ 4. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne la consultation pour laquelle elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du mandataire, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

**CHAPITRE II. — Assistance au vote**

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le participant dont la mobilité est réduite de manière temporaire ou définitive peut introduire auprès de l'administration communale une déclaration, afin d'être orienté vers un centre de vote adapté à son état.

§ 2. Cette déclaration à la commune peut être effectuée jusqu'à 30 jours avant la date de la consultation.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le participant qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille du jour de la consultation.

Justifient d'un besoin d'accompagnement :

1<sup>o</sup> les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement mental ou de l'apprentissage;

2<sup>o</sup> les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement physique;

3<sup>o</sup> les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement sensoriel;

4<sup>o</sup> les personnes qui connaissent des difficultés d'ordre psychique;

5<sup>o</sup> les personnes qui connaissent des difficultés suite à une maladie chronique ou dégénérative;

6<sup>o</sup> les personnes dont la langue maternelle n'est pas une des langues prévues à l'article 4 de la Constitution, quand cela a pour conséquence des difficultés de lecture.

§ 2. Le participant concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même participant. Aucun accompagnant ne peut assister plus d'un participant.

§ 3. La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La déclaration mentionne la consultation pour laquelle elle est valable ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du participant et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au registre national des personnes physiques du participant.

Le formulaire est signé par le participant et l'accompagnant. Le participant le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

§ 4. Le président du bureau de vote expulse l'accompagnant qui enfreint le prescrit des paragraphes précédents.

#### CHAPITRE III. — *Témoins*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Jusqu'à cinq jours avant la consultation, les comités peuvent désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux opérations dans les bureaux de vote et de dépouillement.

Les noms sont communiqués au président principal de canton sur support numérique.

§ 2. Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est pas participant dans la circonscription.

Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

§ 3. Le fondateur du comité, qui aura été désigné par le comité pour exercer cette mission, indique le bureau où chaque témoin remplira sa mission pendant toute la durée des opérations. Il en informe lui-même les témoins qu'il a désignés. La lettre d'information est contresignée par le président du bureau de canton.

Les témoins qui seraient participants dans une autre commune doivent justifier de leur qualité de participant en produisant soit la convocation à la consultation dans leur commune, soit un extrait du registre des participants.

Les témoins doivent présenter au président de bureau la lettre d'information qui leur a été transmise.

**Art. 23.** Outre les missions expressément attribuées par le présent décret aux témoins tout au long du processus, les témoins ont uniquement une mission d'observation.

Ils ont le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux par le président. Celui-ci ne peut refuser d'insérer leurs observations.

**Art. 24.** Les témoins ne peuvent en aucune manière chercher à influencer le vote des participants.

Ils ne peuvent en aucun cas être porteur d'une procuration ni accompagnant d'autres participants dans la circonscription où ils remplissent leur fonction.

Toute manifestation de la part des témoins qui doit être assimilée à de la propagande est strictement interdite.

En cas d'infraction aux dispositions du présent article, le président du bureau, après un premier avertissement, expulse du local le témoin manifestant de tels signes.

L'ordre d'expulsion ainsi que ses motifs est consigné au procès-verbal et les délinquants seront punis d'une amende de 50 à 500 euros.

#### CHAPITRE IV. — *Bulletins de vote et tableaux de dépouillement*

**Art. 25.** Le bureau principal régional rédige le bulletin de vote en tenant compte des prescriptions suivantes :

1° le bulletin de vote fait mention de la ou des questions;

2° au-dessous de la ou des questions se trouvent chaque fois à une même ligne les mots « oui » et « non »;

3° les mots « oui » et « non » sont chaque fois précédés d'une case de vote, imprimée en noir et présentant en son milieu un petit cercle de la couleur du papier;

4° le papier électoral est de couleur blanche. Pour le cas où une seconde consultation est organisée le même jour, il est fait usage, pour le second bulletin, d'un papier de couleur rose;

5° sans préjudice de la couleur, tous les bulletins de vote sont identiques.

L'emploi de tout autre bulletin est interdit.

Les dimensions des bulletins de vote sont déterminées par le Gouvernement d'après le nombre de questions.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Le bureau principal régional ordonne l'impression des bulletins de vote au nombre d'exemplaires requis.

§ 2. Les présidents des bureaux principaux de canton communiquent par la voie la plus rapide au président du bureau principal régional un relevé indiquant le nombre total de participants inscrits dans leurs cantons respectifs.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Dès que le bulletin de vote est imprimé, le président du bureau principal régional fait parvenir aux présidents des bureaux principaux de canton la quantité de bulletins de vote nécessaire à la consultation dans leur canton. Ceux-ci font à leur tour parvenir à chacun des présidents des sections de vote de leur canton, sous enveloppe cachetée, les bulletins de vote nécessaires à la consultation dans leur section.

§ 2. La face extérieure de l'enveloppe indique, outre l'adresse du destinataire, le nombre de bulletins de vote compris dans l'enveloppe. Cette enveloppe ne peut être décachetée et ouverte qu'en la présence du bureau régulièrement constitué. Le nombre de bulletins de vote est vérifié immédiatement et le résultat de la vérification est indiqué au procès-verbal.

**Art. 28.** En prévision du recensement des bulletins, le président du bureau régional établit un tableau de dépouillement ainsi qu'un tableau de recensement dont les modèles sont fixés par le Gouvernement.

Le tableau de recensement porte les mêmes mentions que le tableau de dépouillement, à l'échelon de la circonscription.

Ces tableaux reprennent :

1° la mention du nombre des bulletins trouvés dans l'urne;

2° la mention du nombre des bulletins valables.

CHAPITRE V. — *Scrutin*

**Art. 29.** Pour ce qui concerne les installations nécessaires au scrutin, les articles L4112-9 et L4143-1 à L4143-21, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont applicables *mutatis mutandis* à la consultation.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. À l'aide du crayon électoral, le participant appose une marque dans la case de son choix.

Le participant peut émettre autant de choix qu'il y a d'objets dans la consultation.

La marque du choix, même imparfaitement tracée, exprime valablement le choix, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Si, par inadvertance, le participant détériore le bulletin qui lui a été remis, il peut en demander un autre au président, en lui rendant le premier, qui est aussitôt annulé.

§ 2. Le participant sort de l'isoloir et montre au président le bulletin replié régulièrement en quatre avec le timbre à l'extérieur.

§ 3. Il dépose le bulletin dans l'urne.

§ 4. La lettre de convocation lui est restituée après que le président ou un assesseur délégué par lui l'a estampillée à l'aide d'un timbre.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Sont nuls :

1° tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par le présent décret;

2° ceux dans lesquels le participant a marqué à la fois un vote « oui » et un vote « non » pour la même question;

3° ceux dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature, ou une marque non autorisée par le présent décret;

4° ceux repris par le président au participant qui a détérioré son bulletin par inadvertance et qui en a reçu un autre pour exprimer valablement son vote;

5° ceux repris par le président lorsque le participant a déplié son bulletin en sortant de l'isoloir de manière à faire connaître le choix qu'il a émis. En ce cas, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt annulé, et oblige le participant à recommencer son vote.

§ 2. Le président inscrit sur les bulletins repris en exécution du 4° et du 5° du paragraphe 1<sup>er</sup> la mention « Bulletin repris » et y ajoute son paraphe.

**Art. 32.** Les articles L4143-23 à L4143-28 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à la clôture des opérations de vote sont applicables *mutatis mutandis* à la consultation.

TITRE IV. — *Dépouillement*

**Art. 33.** Le bureau communal fait livrer à chaque président de bureau de dépouillement, au plus tard la veille de la consultation, les tableaux de dépouillement et les enveloppes nécessaires à la transmission du tableau de dépouillement et du procès-verbal.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base des informations qui lui sont communiquées par les bureaux principaux de circonscription, le bureau principal régional vérifie si le pourcentage de 10 % des habitants et le pourcentage de 10 % des habitants dans la majorité des circonscriptions électorales arrêtées pour les élections du Parlement wallon est atteint et si, dès lors, il doit ou non être procédé au dépouillement des résultats de la consultation.

§ 2. S'il s'avère que moins de 10 % des habitants ou que moins de 10 % des habitants dans la majorité des circonscriptions électorales arrêtées pour les élections du Parlement wallon ont participé à la consultation, le président du bureau principal régional en avise aussitôt les présidents des bureaux principaux de circonscription.

Ces derniers communiquent l'information par la voie la plus rapide aux présidents des bureaux principaux de cantons, qui eux-mêmes la communiquent par la voie la plus rapide aux présidents des bureaux de dépouillement, les avisant qu'ils ne devront pas se réunir.

§ 3. Si le double seuil de 10 % visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est atteint, le président du bureau principal régional en avise aussitôt les présidents des bureaux principaux de circonscription.

Ces derniers en informent par la voie la plus rapide les présidents des bureaux de dépouillement, qui eux-mêmes en informent par la voie la plus rapide les présidents des bureaux de dépouillement.

Au cas où le dépouillement des résultats de la consultation doit avoir lieu, le bureau principal de circonscription centralise les opérations y ayant trait au niveau de l'ensemble de la circonscription.

Le bureau principal régional centralise les opérations y ayant trait au niveau de l'ensemble de la Région.

§ 4. Afin de permettre au bureau principal régional de déterminer s'il doit ou non être procédé au dépouillement des résultats de la consultation, les présidents des bureaux de vote communiquent au président du bureau principal de canton, immédiatement après la clôture de leurs opérations, un relevé indiquant le nombre de participants inscrits dans leur bureau ainsi que le nombre de participants ayant effectivement pris part à la consultation.

Lorsqu'il est en possession de ce relevé pour l'ensemble des bureaux de vote du canton, le président du bureau principal de canton établit un relevé récapitulatif reprenant ces deux nombres pour l'ensemble des bureaux de vote du canton et le communique par la voie la plus rapide au président du bureau principal de circonscription.

Lorsqu'il est en possession de ce relevé pour l'ensemble des bureaux de vote de la circonscription, le président du bureau principal de circonscription établit un relevé récapitulatif reprenant ces deux nombres pour l'ensemble des bureaux de vote de la circonscription et le communique par la voie la plus rapide au président du bureau principal régional.

§ 5. Le bureau principal de circonscription est chargé de la surveillance des opérations ayant trait à la consultation dans l'ensemble de circonscription.

Il avertit immédiatement le président du bureau principal régional de toute circonstance requérant son contrôle.

Au cas où le dépouillement des résultats de la consultation doit avoir lieu, il centralise les opérations y ayant trait au niveau de l'ensemble de la circonscription.

**Art. 35.** Le bureau de dépouillement est constitué à 10 heures le dimanche qui suit la consultation populaire.

Le président ne le constitue que s'il a reçu l'indication du président principal de canton que le dépouillement doit avoir lieu.

**Art. 36.** Le nombre de participants inscrits aux bureaux de vote dont les bulletins sont confiés à un même bureau de dépouillement ne peut excéder sept milles.

**Art. 37.** Pour ce qui concerne le déroulement du dépouillement, les articles L4144-3 à L4144-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation s'appliquent *mutatis mutandis*.

**Art. 38.** Avant de procéder au dépouillement des votes, les bureaux de dépouillement mêlent tous les bulletins de vote de tous les bureaux de vote.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Le président et les membres du bureau de dépouillement déplient les bulletins de vote et les classent d'après les catégories suivantes :

- 1° les bulletins de vote comportant des votes valables;
- 2° les bulletins de vote suspects;
- 3° les bulletins de vote blancs ou nuls.

Lorsque le classement des bulletins de vote, visé à l'alinéa premier, est terminé, les membres du bureau de dépouillement les examinent sans déranger le classement et soumettent leurs observations et réclamations au bureau de dépouillement.

Les réclamations et la décision du bureau de dépouillement sont actées au procès-verbal.

Les bulletins de vote suspects ainsi que ceux qui ont fait l'objet de réclamations sont ajoutés, d'après la décision du bureau de dépouillement, à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

§ 2. Les bulletins de vote suivants sont nuls :

- 1° tous les bulletins de vote autres que ceux qui peuvent être utilisés en vertu du présent décret;
- 2° les bulletins de vote dans lesquels il a été répondu à la ou aux questions posées à la fois par oui et par non;
- 3° les bulletins de vote dont la forme et les dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque ou dont le participant pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque non autorisée.

§ 3. Les bulletins de vote de chaque catégorie sont comptés successivement par les membres du bureau de dépouillement.

§ 4. Tous les bulletins de vote, classés comme il est dit au paragraphe 1<sup>er</sup>, sont placés sous des enveloppes distinctes et fermées.

Pour chaque consultation, le bureau de dépouillement établit en conséquence le nombre total de bulletins de vote valables, le nombre de bulletins de vote blancs ou nuls et pour chaque question, le nombre de votes positifs et négatifs.

Tous ces nombres sont repris au procès-verbal qui est dressé séance tenante et porte les signatures des membres du bureau et des témoins.

§ 5. Ces enveloppes portent en lettres visibles les indications suivantes :

- 1° l'indication du contenu;
- 2° la date de la consultation;
- 3° le nom de la commune;
- 4° l'indication : " Dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux n°s... ", suivie de l'indication des numéros des bureaux de vote.

Elles sont immédiatement scellées.

**Art. 40.** Le président du bureau de dépouillement se rend auprès du président du bureau de canton muni du procès-verbal de dépouillement et du tableau de dépouillement.

Dès qu'il est en possession du procès-verbal pour tous les bureaux de dépouillement du canton, le bureau principal de canton dresse un état récapitulatif qui reprend les données visées à l'article 39, pour l'ensemble du canton et le transmet par la voie la plus rapide au président du bureau principal de circonscription, qui le transmet par la voie la plus rapide au président du bureau principal régional.

**Art. 41.** Dès qu'il est en possession de l'état récapitulatif pour toutes les circonscriptions de la Région, le bureau principal régional communique les résultats au président et au greffier du Parlement wallon.

Le résultat officiel reprend le nombre de votes accordés à chaque réponse pour chaque question.

C'est ce résultat qui fait l'objet de la validation et d'une publication.

**Art. 42.** Le président du Parlement wallon proclame le résultat de la consultation et en assure la publicité sur le site web du Parlement wallon.

Le gouverneur de province veille à ce que les communes publient les résultats au moins par voie d'affichage.

#### **TITRE V. — Validation et recours contre une consultation**

**Art. 43.** Toute réclamation contre une consultation doit, à peine de déchéance, être formée par écrit, dans les dix jours de la date du procès-verbal du bureau principal régional et mentionner l'identité et le domicile du réclamant.

Elle est remise au greffier du Parlement wallon ou envoyée sous pli recommandé à la poste. Il est tenu d'en donner récépissé.

**Art. 44.** L'exposé de l'affaire par un membre du Parlement wallon et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique.

La décision doit être motivée à peine de nullité.

**Art. 45.** Le Parlement wallon se prononce dans les dix jours de l'introduction de la réclamation.

#### **TITRE VI. — Propagande et contrôle des dépenses**

##### **CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Propagande**

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. En sus des dispositions prévues à l'article 13 du décret spécial, il est interdit d'apposer des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques, des tracts et des papillons sur la voie publique et sur les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments et autres objets qui la bordent ou qui sont situés à proximité immédiate de la voie publique à des endroits autres que ceux déterminés pour les affichages par les autorités communales ou autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, pour autant que le propriétaire ait également marqué son accord préalable et écrit.

À cette fin, le conseil communal met à la disposition des comités des emplacements réservés à l'apposition d'affiches et assure une répartition équitable de ces emplacements entre les deux comités.

§ 2. Les infractions aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 1 000 euros.

**Art. 47.** Quand une caravane motorisée est organisée sur la voie publique, l'organisateur prévient le bourgmestre des différentes communes par lesquelles cette caravane compte passer.

Pendant la période et aux heures fixées par le gouverneur de province ou le fonctionnaire qu'il désigne, il est interdit d'organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections.

##### **CHAPITRE II. — Contrôle des dépenses engagées par les comités et de l'origine des fonds**

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. La réclamation visée à l'article 20 du décret spécial est introduite par écrit et est remise au greffier du Parlement wallon ou elle lui est envoyée par pli recommandé à la poste. Il est tenu d'en donner récépissé.

§ 2. La réclamation doit contenir :

- 1° le nom et le domicile du réclamant;
- 2° la signature du réclamant;
- 3° le nom et le domicile d'au moins un fondateur concerné par la réclamation;
- 4° la date de la réclamation;
- 5° l'objet de la réclamation, y compris une description des faits et arguments invoqués.

§ 3. La réclamation est irrecevable si elle ne satisfait pas aux conditions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

La commission de contrôle statue sur la recevabilité de la réclamation lors d'une audience préliminaire. En cas d'irrecevabilité, elle en avise sans délai le réclamant.

§ 4. Le réclamant peut joindre à la réclamation les pièces qu'il juge utiles. Celles-ci sont dûment inventoriées par le réclamant.

§ 5. Lorsque la commission de contrôle intervient :

- 1° l'instruction a lieu par écrit et est contradictoire;
- 2° elle peut de tout temps convoquer et entendre les parties;
- 3° elle correspond directement avec les personnes soumises à sa juridiction. Elle peut se faire communiquer par ces personnes tous documents et renseignements relatifs aux réclamations sur lesquelles elle est appelée à statuer;
- 4° les parties et leurs avocats sont habilités à prendre connaissance du dossier de réclamation, au secrétariat de la commission de contrôle, de s'en faire remettre copie et de déposer un mémoire;
- 5° s'il y a lieu à enquête, la commission de contrôle ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par celui de ses membres qu'elle aura désigné à cet effet, par analogie à l'article 25, alinéas 2 à 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;
- 6° l'audience est publique, à moins que cette publicité ne soit susceptible de perturber l'ordre public ou les bonnes mœurs. Dans ce cas, la commission de contrôle le déclare par décision motivée;
- 7° un exposé du dossier de réclamation est fait à l'audience par le rapporteur désigné par la commission de contrôle, après quoi les parties et leurs avocats peuvent présenter des observations orales;
- 8° toute décision intermédiaire ou définitive est motivée et prononcée en audience publique. La décision mentionne le nom du rapporteur ainsi que ceux des membres présents, le tout à peine de nullité. La décision est signée par le président et les membres de la commission de contrôle.

**Art. 49.** § 1<sup>er</sup>. La décision du Parlement prise en application de l'article 20, § 3, alinéa 3, du décret spécial du 19 juillet 2018 instituant la consultation populaire est notifiée immédiatement par envoi recommandé et par les soins de son greffier au Gouvernement et au comité concerné.

§ 2. Elle est publiée sans délai sur le site web du Parlement wallon.

#### **TITRE VII. — Dispositions finales**

**Art. 50.** La transmission numérique ou le traitement automatisé des données se fait d'après les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données électorales ainsi que dans le respect du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

La transmission numérique devra être sécurisée si nécessaire au moyen du chiffrement des données.

**Art. 51.** Chaque membre d'un bureau et chaque témoin prêtent serment avant le commencement des opérations. Il est prêté par les témoins, les assesseurs et le secrétaire, entre les mains du président, et par celui-ci en présence du bureau constitué.

Le président ou l'assesseur nommé pendant le cours des opérations, en remplacement d'un membre empêché, prête ledit serment avant d'entrer en fonction.

Chaque procès-verbal fait mention de ces prestations de serment.



**Art. 52.** La police des locaux est réglée *mutatis mutandis* par les articles L4143-14 à L4143-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Pour ce qui concerne l'atteinte au droit de vote, l'atteinte au secret du vote, la corruption électorale, la fraude électorale, la captation des suffrages et la violence, les articles L4145-26 à L4145-46 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont applicables *mutatis mutandis*.

Pour ce qui concerne les sanctions se rapportant aux bureaux électoraux, les articles L4125-16 et L4125-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont applicables *mutatis mutandis*.

Pour ce qui concerne les frais, les articles L4135-1 à L4135-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont applicables *mutatis mutandis*.

**Art. 53.** Le registre des participants, le registre des scrutins et tous les bulletins, valables ou non, sont détruits lorsque la consultation est définitivement validée ou annulée, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 54.** Le Gouvernement peut régler par arrêté toute mesure d'exécution en lien avec le présent décret.

**Art. 55.** Le présent décret et le décret spécial du 19 juillet 2018 instituant la consultation populaire entrent en vigueur le jour de l'installation du Parlement wallon en suite de son renouvellement intégral en 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————  
Note

(1) *Session 2018-2019.*

Documents du Parlement wallon, 1131 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202697]

**2 MEI 2019. — Decreet betreffende de organisatie van de gewestelijke volksraadpleging (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**TITEL 1. — Inleidende bepalingen**

**Artikel 1.** Dit decreet wordt genomen ter uitvoering van het bijzonder decreet van het Waalse Gewest van 19 juli 2018 tot instelling van de volksraadpleging.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> bijzonder decreet: het bijzonder decreet van het Waalse Gewest van 19 juli 2018 tot instelling van de volksraadpleging;

2<sup>o</sup> raadpleging: de gewestelijke volksraadpleging zoals georganiseerd bij het bijzonder decreet;

3<sup>o</sup> deelnemer: de persoon die voldoet aan de vereiste voorwaarden om deel te nemen aan de raadpleging;

4<sup>o</sup> inwoner: de in artikel 3 van het bijzonder decreet bepaalde persoon;

5<sup>o</sup> comité(s): het(de) comité(s) bedoeld in artikel 12 van het bijzonder decreet;

6<sup>o</sup> controlecommissie: de gewestelijke controlecommissie bedoeld in artikel 2 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Waals Parlement, en de controle op de mededelingen van de voorzitter van het Waals Parlement en de leden van de Waalse Regering.

**TITEL II. — Organisatie van de raadpleging****HOOFDSTUK I. — Plaats van raadpleging**

**Art. 3.** De deelneming aan de raadpleging vindt plaats in de gemeente waarin de inwoner ingeschreven is in het register van de deelnemers.

**HOOFDSTUK II. — Register van de deelnemers****Afdeling 1. — Opstelling van het register**

**Art. 4.** § 1. Vijfenzeventig dagen vóór de datum van raadpleging die aan het Waalse Parlement wordt meegedeeld, maakt het gemeentecollege het register van de deelnemers van de gemeente op.

§ 2. In dit register worden vermeld:

1° de inwoners die op vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven zijn en de in artikel 3, 2° en 3°, van het bijzonder decreet bedoelde voorwaarden vervullen;

2° de in aanmerking komende inwoners die tussen de 75<sup>ste</sup> dag vóór de datum van raadpleging en de datum van raadpleging de leeftijd van zestien jaar zullen bereiken;

3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht een einde neemt vóór de datum van de raadpleging.

Het register van de deelnemers vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, de hoofdverblijfplaats en het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

**Art. 5.** § 1. Het register van de deelnemers wordt per gemeente of, in voorkomend geval, per gemeenteafdeling, opgemaakt volgens een doorlopende nummering bij voorkeur op alfabetische volgorde van de deelnemers. Het gemeentecollege zorgt er nochtans voor dat de personen die in het bevolkingsregister ingeschreven zijn op hetzelfde adres, in hetzelfde stemcentrum opgeroepen worden.

§ 2. Een exemplaar van het register van de deelnemers wordt onmiddellijk aan de provinciegouverneur of aan de door hem aangewezen ambtenaar digitaal overgemaakt.

§ 3. De gouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar gaat over tot de nodige verificaties en zendt het gemeentecollege het register van de deelnemers dat hem betreft en dat de opmerkingen en de aan te brengen wijzigingen vermeldt, terug binnen de maand na ontvangst ervan. Een afschrift van dat register dat de verbeteringen vermeldt, wordt zo spoedig mogelijk door het gemeentecollege digitaal en voor controle overgemaakt aan de Regering of haar afgevaardigde.

De Regering kan beslissen dat de opstelling van het register van de deelnemers op geautomatiseerde wijze zal gebeuren.

De Regering is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens vermeld in het register.

§ 4. Overigens worden de registers van de deelnemers door de Regering, of haar afgevaardigde, op de door haar vastgestelde wijze vergeleken om te onderzoeken of personen, om ongeacht welke reden, in meerdere ervan opgenomen zouden zijn.

Na verificatie spreekt de Regering, of haar afgevaardigde, zich zo spoedig mogelijk uit en maakt zij het overzicht van de personen bedoeld in het eerste lid digitaal aan de betrokken gemeentecolleges over.

De Regering wijst het gemeentecollege aan dat de deelnemer schrapt en het college dat de inschrijving behoudt.

De gemeentecolleges geven een ontvangstbewijs van die beslissing.

§ 5. De deelnemer op wie die beslissing betrekking heeft, wordt binnen een termijn van vier dagen door het betrokken gemeentecollege geschrapt.

Van de schrapping wordt onmiddellijk aan de betrokken personen kennis gegeven.

Bovendien schrapt het degenen die intussen bestraft zouden zijn met een schorsings- of uitsluitingsclausule

§ 6. Op de datum waarop de deelnemerslijst moet worden opgesteld, deelt het gemeentecollege de burgers door middel van een bericht aangeplakt op het gemeentebestuur mee dat iedere persoon die in het bevolkingsregister is ingeschreven, tot en met de twaalfde dag vóór de dag van de raadpleging, contact kan opnemen met de directeur-generaal van de gemeente om na te gaan of hij op de lijst staat en/of correct is vermeld. Er wordt verwezen naar de bezwaarprocedure.

**Afdeling 2. — Afgifte van het register**

**Art. 6.** § 1. Zodra het register van de deelnemers is opgesteld, is het gemeentecollege of de door dat college aangewezen gemeentelijke ambtenaar, ertoe gehouden een exemplaar ervan te verstrekken aan de personen die daartoe door het comité gemachtigd zijn.

De aanvragen dienen bij aangetekend schrijven gericht aan de burgemeester ingediend te worden.

§ 2. Het register wordt op een bruikbare elektronische informatiedrager waarvan het formaat door de Regering wordt vastgesteld, meegedeeld.

De exemplaren van het registers van de deelnemers die krachtens dit artikel zijn afgegeven, mogen alleen worden gebruikt in het kader van de raadpleging, ook buiten de periode tussen de datum van afgifte van het register en de datum van de raadpleging, op straffe van de strafrechtelijke sancties voorzien in artikel L4122-34 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

§ 3. De personen die een exemplaar of een afschrift van het register hebben ontvangen, mogen bedoeld exemplaar of afschrift op hun beurt niet meedelen aan derden.

**Afdeling 3. — Gebruik van het register**

**Art. 7.** § 1. Het gemeentecollege stelt op grond van het register van de deelnemers twee overzichten op:

1° in het eerste overzicht worden de deelnemers opgenomen, die op de dag van de raadpleging minstens 18 jaar oud zijn, en die de functie van voorzitter van een stem- of stemopnemingsbureau zouden kunnen bekleden;

2° in het tweede overzicht worden de deelnemers opgenomen, die op de dag van de raadpleging minstens 18 jaar oud zijn, en die aangewezen zouden kunnen worden als bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een stem- of stemopnemingsbureau.

Het in het eerste lid, 2°, bedoelde overzicht omvat twaalf namen per bureau.

Het gemeentecollege bepaalt de lijst van de deelnemers die zich vrijwillig kandidaat hebben gesteld voor de toe te kennen functies bedoeld in het eerste lid, 2°.

§ 2. De twee overzichten en de lijst bedoeld in paragraaf 1 worden aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau overgemaakt.

**Art. 8.** Het gemeentecollege kan aan een dienstverlener de opdracht verlenen om het register van de deelnemers op te maken met inachtneming van hierna genoemde nadere regels:

1° de dienstverlener vult een verklaring op erewoord in waarbij hij zich ertoe verbindt het vertrouwelijk karakter van het raadplegingsproces na te leven en ondertekent ze;

2° indien de dienstverlener ertoe geleid wordt de gegevens van het Rijksregister, op grond van een tabel of een elektronische informatiedrager, rechtstreeks te gebruiken, is hij onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 28 en 29 van Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

3° de dienstverlener mag de registers niet verdelen aan personen die niet uitdrukkelijk door het gemeentecollege gemachtigd zijn om ze in ontvangst te nemen;

4° de dienstverlener moet voldoende garanties bieden in termen van kennis, betrouwbaarheid en middelen voor de uitvoering van technische en organisatorische maatregelen die in overeenstemming zijn met bovengenoemde Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016.

#### Afdeling 4. — Bezwaar tegen het register

**Art. 9.** Het Waals Parlement geeft onverwijld en met alle middelen kennis aan de verzoeker alsook, in voorkomend geval, aan de betrokken partijen, van de datum waarop het bezwaar onderzocht zal worden.

De rol van de bezwaren wordt minstens 24 uur vóór de zitting op de website van het Waals Parlement bekendgemaakt.

**Art. 10.** Het dossier van de bezwaren wordt ter beschikking gesteld van de partijen, hun advocaten of hun mandatarissen.

**Art. 11.** § 1. Voor iedere zaak wordt, onder vermelding van de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden, een afzonderlijke en met redenen omklede beslissing genomen.

§ 2. De beslissing wordt zonder beroepsmogelijkheid genomen.

§ 3. Tot de vijfde dag vóór de raadpleging informeert het Waals Parlement het betrokken gemeentecollege over de aan te brengen wijzigingen.

Tot de dag van de raadpleging brengt het gemeentecollege de volgende wijzigingen aan in het register van de deelnemers:

1° de personen die van het register van de deelnemers geschrapt moeten worden omdat ze overleden zijn;

2° de in het register van de deelnemers aangebrachte wijzigingen ten gevolge van de beslissingen van het Waals Parlement.

**Art. 12.** De beslissing van het Waals Parlement wordt neergelegd op de gemeentesecretarie, waar eenieder er kosteloos inzage van kan nemen.

#### Afdeling 5. — Sancties

**Art. 13.** De artikelen L4122-31 tot en met L4122-35 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie zijn *mutatis mutandis* van toepassing.

#### HOOFDSTUK III. — Indeling van de deelnemers

**Art. 14.** § 1. De deelnemers van de gemeente worden door het gemeentecollege in stemafdelingen ingedeeld, die geen van allen meer dan duizend tweehonderd of minder dan driehonderd deelnemers mogen hebben.

Als het aantal deelnemers aan de raadpleging in een gemeente echter niet meer dan tweehonderd personen bedraagt, komen zij in één stemafdeling bijeen.

§ 2. Het gemeentecollege wijst een afzonderlijk stembureau en een afzonderlijk stemlokaal voor elke stemafdeling aan.

Meerdere stemafdelingen kunnen in hetzelfde gebouw bijeengeroepen worden.

De stemlokalen worden uitgekozen met inachtneming van de minimumnormen voor de toegankelijkheid ervan, volgens de door de Regering vastgestelde regels.

**Art. 15.** § 1. Op basis van de indeling van de deelnemers stelt het gemeentecollege een register van de deelnemers per stemafdeling op, dat register van de stemmers genoemd wordt.

Die registers worden de dag van de raadpleging gebruikt om de namen aan te tekenen van de deelnemers die in een welbepaald stemlokaal deelgenomen hebben aan de raadpleging.

§ 2. Het gemeentecollege bewaart de registers van de stemmers bestemd voor de stembureaus van zijn gemeente en verdeelt ze onder die bureaus op de bepaalde datum. De voorzitter van het gemeentelijk bureau zorgt ervoor dat die registers bewaard worden op een beveiligde plaats en dat ze enkel in handen gegeven worden van de voorzitters van de stembureaus waarvoor ze bestemd zijn.

#### HOOFDSTUK IV. — Oproeping van de deelnemers

**Art. 16.** § 1. Uiterlijk de vijftiende dag vóór de raadpleging zendt het gemeentecollege een oproepingsbrief aan elke deelnemer op zijn huidige verblijfplaats.

Indien de oproepingsbrief niet aan de deelnemer overhandigd is kunnen worden, wordt hij op de gemeentesecretarie neergelegd, waar de deelnemer hem zal kunnen afhalen tot op de dag van de raadpleging, om 12 uur.

§ 2. Alle personen ingeschreven in het register van de deelnemers worden opgeroepen.

§ 3. In de oproepingsbrieven, overeenstemmend met het door de Regering vastgestelde model, worden de dag en het lokaal waar de deelnemer aan de raadpleging kan deelnemen, en de openings- en sluitingsuren voor het publiek van de stembureaus vermeld.

Zij geven de naam, de voornamen, het geslacht, de hoofdverblijfplaats van de deelnemer alsmede het nummer waaronder hij in het register is opgenomen.

Zij maken gewag van de raadpleging waarvoor de persoon opgeroepen wordt.

**Art. 17.** Een bericht betreffende het houden van de raadpleging wordt ten minste 20 dagen voor de raadpleging op de website van het Waals Parlement bekendgemaakt.

Het wordt in elke gemeente bij wijze van aanplakking en, in voorkomend geval, op de website van de gemeente bekendgemaakt.

#### HOOFDSTUK V. — *Aanwijzing van de kiesbureaus*

**Art. 18.** § 1. Voor elke raadpleging bestaat het gewestelijk kiescollege uit een gewesthoofdbureau, kieskringhoofdbureaus, kantonhoofdbureaus, gemeentelijke bureaus, stembureaus en stemopnemingsbureaus.

§ 2. Het gewesthoofdbureau is in Namen gevestigd.

Het wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Namen of, bij zijn ontstentenis, door een rechter van de rechtbank van eerste aanleg van deze rechtbank die door hem wordt aangewezen.

Het gewesthoofdbureau bestaat, naast de voorzitter, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris.

De bijzitters en plaatsvervangende bijzitters worden door de voorzitter aangewezen onder de deelnemers van de stad Namen die op de dag van de raadpleging minstens achttien jaar oud zijn.

De secretaris wordt door de voorzitter aangewezen onder de deelnemers van de stad Namen die op de dag van de raadpleging minstens achttien jaar oud zijn.

Het gewesthoofdbureau oefent controle uit op alle verrichtingen betreffende de raadpleging en schrijft indien nodig de noodmaatregelen voor die in de gegeven omstandigheden nodig zijn.

§ 3. Het gewesthoofdbureau wijst de voorzitters van de kieskringhoofdbureaus aan die, naast de voorzitter, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en één secretaris bestaan. De bijzitters en plaatsvervangende bijzitters worden door de voorzitter aangewezen onder de deelnemers van de kieskring die op de dag van de raadpleging minstens achttien jaar oud zijn.

Het wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van de kieskring of, bij zijn ontstentenis, door de magistraat die hem vervangt.

§ 4. Het kieskringhoofdbureau wijst de voorzitters van de kantonhoofdbureaus aan die, naast de voorzitter, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en één secretaris bestaan. De bijzitters en plaatsvervangende bijzitters worden door de voorzitter aangewezen onder de deelnemers van het kanton die op de dag van de raadpleging minstens achttien jaar oud zijn.

Het kantonhoofdbureau is in de hoofdplaats van het kanton gevestigd en wordt voorgezeten:

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of diens plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement;

2° door de vrederechter in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

3° door de vrederechter of diens plaatsvervanger van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van het kieskanton gelegen is in alle andere gevallen.

§ 5. Het kantonhoofdbureau wijst de voorzitters van de gemeentelijke bureaus, van de stem- en stemopnemingsbureaus aan.

De stem- en stemopnemingsbureaus bestaan, naast een voorzitter, en een secretaris, uit drie bijzitters en uit drie plaatsvervangende bijzitters.

§ 6. Er wordt in elke gemeente een gemeentelijk bureau opgericht.

Het gemeentelijk bureau zetelt in het stad- of het gemeentehuis.

De voorzitter van het gemeentelijk bureau houdt het algemene toezicht op de kiesverrichtingen in de gemeente van zijn ambtsgebied.

### TITEL III. — *Kiesverrichtingen*

#### HOOFDSTUK I. — *Stemming bij volmacht*

**Art. 19.** § 1. De volgende deelnemer kan een andere deelnemer machtigen om in zijn naam en opdracht aan de raadpleging deel te nemen:

1° de deelnemer die wegens ziekte of gebrekkigheid van zichzelf, een bloed- of aanverwant of een samenwonende niet in staat is om zich naar het stemcentrum te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest;

2° de deelnemer die om beroeps- of dienstredenen:

a. in het buitenland is opgehouden, alsook de deelnemers, leden van zijn gezin of van zijn gevolg, die met hem aldaar verblijven;

b. zich de dag van de stemming in het rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid moet blijken door een attest van de militaire of burgerlijke overheid of van de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert.

Als de betrokkene een zelfstandige is, moet van de onder a. en b. bedoelde onmogelijkheid blijken door een verklaring op erewoord die vooraf wordt gedaan bij het gemeentebestuur;

3° de deelnemer, die het beroep van schipper, marktkramer of kermisreiziger uitoefent en de leden van zijn gezin die met hem samenwonen.

Van de uitoefening van het beroep moet blijken door een attest van de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene in het bevolkingsregister is ingeschreven;

4° de deelnemer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkene zich bevindt;

5° de deelnemer die om redenen in verband met zijn geloofsovertuiging in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

Deze onmogelijkheid moet blijken uit een attest dat is afgegeven door de religieuze overheid;

6° de deelnemer die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stemcentrum te melden, op voorwaarde dat hij een attest overlegt van de directie van de instelling waar hij studeert;

7° de deelnemer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden.

Het verblijf in het buitenland om dergelijke reden kan aangetoond worden aan de hand van een attest van de reisorganisator. In dat document wordt de naam van de deelnemer vermeld die een andere deelnemer wenst te machtigen om in zijn naam te stemmen.

Als de deelnemer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, kan de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, blijken uit een attest afgegeven door de burgemeester van de gemeente van zijn woonplaats na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. De Regering bepaalt het model van het door de burgemeester af te geven attest.

§ 2. De aanvraag moet uiterlijk de dag vóór die van de raadpleging worden ingediend bij de burgemeester van de gemeente van de woonplaats.

§ 3. Elke deelnemer kan als volmachthouder aangewezen worden.

Iedere volmachthouder mag slechts over één volmacht beschikken.

§ 4. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald; het wordt kosteloos afgegeven op de gemeentesecretarie.

De volmacht vermeldt de raadpleging waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de volmachthouder, en het identificatienummer van de volmachtgever in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachthouder ondertekend.

#### HOOFDSTUK II. — *Bijstand bij de stemming*

**Art. 20.** § 1. De deelnemer wiens mobiliteit tijdelijk of voor goed beperkt is kan bij het gemeentebestuur een verklaring indienen om doorgestuurd te worden naar een aan zijn toestand aangepast stemcentrum.

§ 2. Die verklaring bij de gemeente kan uiterlijk tot 30 dagen vóór de datum van de raadpleging plaatsvinden.

**Art. 21.** § 1. De deelnemer die meent dat hij er behoefte aan heeft om tot in het stemhokje begeleid te worden om zijn stemrecht uit te oefenen, kan een dienovereenkomstige verklaring indienen bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk op de dag vóór de dag van de raadpleging.

Een behoefte aan begeleiding is verantwoord bij:

1° personen die moeilijkheden ondervinden in hun verstandelijk functioneren of bij het leren;

2° personen die moeilijkheden ondervinden in hun lichamelijk functioneren;

3° personen die moeilijkheden ondervinden in hun zintuiglijk functioneren;

4° personen die moeilijkheden van psychische aard ondervinden;

5° personen die moeilijkheden ondervinden ten gevolge van een chronische of degeneratieve aandoening;

6° personen wier moedertaal niet één van de talen bepaald in artikel 4 van de Grondwet is, wanneer zulks tot moeilijkheden bij het lezen leidt.

§ 2. De betrokken deelnemer kiest zijn begeleider; laatstgenoemde moet evenwel zelf deelnemer zijn. Geen enkele begeleider mag meer dan één deelnemer bijstaan.

§ 3. De verklaring wordt afgelegd op een formulier waarvan het model vastgesteld is door de Regering en dat kosteloos verstrekt wordt door de gemeentesecretarie.

De verklaring vermeldt de raadpleging waarvoor ze geldig is, alsook de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de deelnemer en van de begeleider, en het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het formulier wordt ondertekend door de deelnemer en de begeleider. De deelnemer legt het aan de stembureauvoorzitter voor, samen met zijn oproepingsbrief.

§ 4. De voorzitter van het stembureau verwijderd de begeleider die het bepaalde van vorige leden overtreedt.

#### HOOFDSTUK III. — *Getuigen*

**Art. 22.** § 1. Tot vijf dagen vóór de raadpleging kunnen de comités één getuige en een plaatsvervangende getuige aanwijzen om de verrichtingen bij te wonen in de stem- en stemopnemingsbureaus.

De namen worden aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau op een digitale drager meegedeeld.

§ 2. Niemand kan als getuige aangewezen worden als hij niet deelnemer is in de kieskring.

De leden van een kiesbureau kunnen niet als getuige of plaatsvervangend getuige aangewezen worden.

§ 3. De oprichter van het comité die door het comité aangewezen zal zijn om deze opdracht uit te oefenen, geeft aan waar elke getuige gedurende de hele duur van de verrichtingen zijn opdracht zal uitvoeren. Hij geeft hiervan zelf kennis aan de door hem aangewezen getuigen. De kennisgevingsbrief wordt medeondertekend door de voorzitter van het kantonbureau.

De getuigen die deelnemer zijn in een andere gemeente, moeten van hun hoedanigheid van deelnemer doen blijken door overlegging, hetzij van de oproepingsbrief voor de raadpleging in hun gemeente, hetzij van een uittreksel uit het register van de deelnemers.

De getuigen moeten de hen overgezonden kennisgevingsbrief aan de voorzitter van het bureau voorleggen.

**Art. 23.** Naast de opdrachten die bij dit decreet uitdrukkelijk worden toegewezen aan de getuigen tijdens het gehele proces, hebben de getuigen enkel een waarnemingsopdracht.

Ze hebben het recht om hun opmerkingen door de voorzitter in de processen-verbaal te laten opnemen. Laatstgenoemde mag niet weigeren om hun opmerkingen op te nemen.

**Art. 24.** De getuigen mogen in geen geval proberen om de stemming van de deelnemers te beïnvloeden.

Ze mogen in geen enkel geval houder zijn van een volmacht, noch begeleider zijn van andere deelnemers in de kieskring waarin ze hun functie uitoefenen.

Elke manifestatie vanwege de getuigen die gelijkgesteld moet worden met propaganda is strikt verboden.

Bij overtreding van de bepalingen van dit artikel verwijderd de voorzitter van het bureau na een eerste waarschuwing de getuige die dergelijke tekens maakt uit het lokaal.

Het verwijderingsbevel en de redenen ervoor worden opgetekend in het proces-verbaal en de schuldigen worden gestraft met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro.

#### HOOFDSTUK IV. — *Stembiljetten en stemopnemingsstabellen*

**Art. 25.** Het gewesthoofdbureau maakt het stembiljet op met inachtneming van de volgende voorschriften:

1° het stembiljet vermeldt de vraagstelling;

2° onder de vraag of vragen staan op één regel telkens de woorden "ja" en "nee";

3° de woorden "ja" en "nee" worden telkens voorafgegaan door een stemvak gedrukt in het zwart en met in het midden een stip van dezelfde kleur als het papier;

4° het stembiljet is wit van kleur. Indien een tweede raadpleging op dezelfde dag wordt georganiseerd, wordt voor het tweede stembiljet een roze papier gebruikt;

5° alle stembiljetten zijn volledig identiek onverminderd de kleur.

Het gebruik van elk ander stembiljet is verboden.

De afmetingen van de stembiljetten worden door de Regering bepaald op basis van het aantal vragen.

**Art. 26.** § 1. Het gewesthoofdbureau beveelt de druk van de stembiljetten in het vereiste aantal exemplaren.

§ 2. De voorzitters van de kantonhoofdbureaus maken de voorzitter van het gewesthoofdkantoor op de snelst mogelijke wijze een overzicht over, waarin het totale aantal deelnemers ingeschreven in hun respectievelijke kantons wordt vermeld.

**Art. 27.** § 1. Van zodra het stembiljet gedrukt is, bezorgt de voorzitter van het gewesthoofdbureau aan de voorzitters van de kantonhoofdbureaus de hoeveelheid stembiljetten die nodig is voor de raadpleging van hun kanton. Zij zenden op hun beurt aan elk van de voorzitters van de stemafdelingen van hun kanton, onder verzegelde omslag, de stembiljetten die nodig zijn voor de raadpleging in hun afdeling.

§ 2. Het opschrift op de buitenkant van de omslag vermeldt, behalve het adres van de geadresseerde, het aantal stembiljetten dat de omslag bevat. Deze omslag mag alleen ontzegeld en opengemaakt worden in aanwezigheid van het regelmatig gevormde bureau. De stembiljetten worden onmiddellijk nageteld en de uitslag wordt in het proces-verbaal opgetekend.

**Art. 28.** Met het oog op de telling van de stembiljetten worden door de voorzitter van het gewesthoofdbureau een stemopnemings- alsook een tellingstabel waarvan de modellen door de Regering vastgesteld zijn, opgesteld.

De tellingstabel draagt dezelfde meldingen als de stemopnemingsstabel op kieskringniveau.

Deze tabellen vermelden:

1° het aantal in elke stembus gevonden stembiljetten;

2° het aantal geldige stembiljetten.

#### HOOFDSTUK V. — *Stemming*

**Art. 29.** Wat betreft de installaties die nodig zijn voor de stemming, zijn de artikelen L4112-9 en L4143-1 tot en met L4143-21, § 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie *mutatis mutandis* van toepassing op de raadpleging.

**Art. 30.** § 1. Met het kiespotlood kruist de deelnemer het gekozen vakje aan.

De deelnemer kan evenveel keuzes maken als er voorwerpen in de raadpleging zijn.

Het keuzemerk, zelfs op onvolmaakte wijze aangebracht, is geldig, tenzij het voornemen om het stembiljet herkenbaar te maken duidelijk blijkt.

De deelnemer die door onoplettendheid het hem overhandigde stembiljet beschadigt, kan aan de voorzitter een ander vragen, tegen teruggave van het eerste, dat onmiddellijk onbruikbaar gemaakt wordt.

§ 2. De deelnemer verlaat het stemhokje en toont aan de voorzitter het behoorlijk opnieuw in vieren gevouwen stembiljet met het stempel aan de buitenzijde.

§ 3. Hij legt het biljet in de stembus neer.

§ 4. De oproepingsbrief wordt hem terugggegeven nadat de voorzitter of de door hem gemachtigde bijzitter hem heeft afgestempeld met behulp van een stempel.

**Art. 31.** § 1. Ongeldig zijn:

1° alle andere stembiljetten dan degene die krachtens dit decreet mogen worden gebruikt;

2° de stembiljetten waarop de deelnemer een stem "ja" en een stem "nee" heeft uitgebracht voor dezelfde vraag;

3° de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de auteur herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij dit decreet niet geoorloofd merk;

4° de stembiljetten die door de voorzitter zijn teruggenomen indien de deelnemer door onoplettendheid zijn biljet heeft beschadigd en een ander heeft ontvangen om geldig te stemmen;

5° de door de voorzitter teruggenomen stembiljetten als de deelnemer zijn stembiljet bij het verlaten van het stembokje op zodanige wijze open heeft gevouwd dat de door hem uitgebrachte keuze bekend wordt. Doet hij zulks, dan neemt de voorzitter het opgevouwen biljet terug, dat onmiddellijk ongeldig wordt verklaard, en verplicht hij de deelnemer opnieuw te stemmen.

§ 2. De voorzitter schrijft op de stembiljetten die met toepassing van punt 4° en punt 5° van paragraaf 1 zijn teruggenomen, de vermelding " Teruggenomen stembiljet " en parafeert ze.

**Art. 32.** De artikelen L4143-23 tot en met L4143-28 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de raadpleging.

#### TITEL IV. — *Stemopneming*

**Art. 33.** Het gemeentelijk bureau bezorgt elke voorzitter van elk stemopnemingsbureau uiterlijk daags vóór de raadpleging de stemopnemings Tabellen en de omslagen noodzakelijk voor het overmaken van de stemopnemings Tabel en van het proces-verbaal.

**Art. 34.** § 1. Op basis van de door de kieskringhoofdbureaus verstrekte informatie controleert het gewesthoofdbureau of het percentage van 10 % van de inwoners en het percentage van 10 % van de inwoners in de meerderheid van de kieskringen die voor de verkiezingen van het Waalse parlement zijn vastgesteld, is bereikt en of er al dan niet moet worden overgegaan tot de stemopneming van de uitslagen van de raadpleging.

§ 2. Indien blijkt dat minder dan 10 % van de inwoners of minder dan 10 % van de inwoners van de meerderheid van de kieskringen die voor de verkiezingen van het Waalse parlement zijn vastgesteld, aan de raadpleging hebben deelgenomen, stelt de voorzitter van het gewesthoofdkantoor de voorzitters van de kieskringhoofdbureaus daarvan onmiddellijk in kennis.

Laatstgenoemden delen de informatie op de snelst mogelijke wijze mede aan de voorzitters van de kantonhoofdbureaus die zij dan op de snelst mogelijke wijze mededelen aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus, en waarbij ze hen waarschuwen dat ze niet moeten bijeenkomen.

§ 3. Indien de in paragraaf 1 bedoelde dubbele drempel van 10 % wordt bereikt, stelt de voorzitter van het gewesthoofdbureau onmiddellijk de voorzitters van de kieskringhoofdbureaus in kennis daarvan.

Laatstgenoemden stellen op de snelst mogelijke wijze de voorzitters van de kantonhoofdbureaus in kennis daarvan, die dan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus op de snelst mogelijke wijze daarvan informeren.

Indien de stemopneming van de uitslagen van de raadpleging moet plaatsvinden, centraliseert het kieskringhoofdbureau de daarmee verband houdende verrichtingen op het niveau van de gehele kieskring.

Het gewesthoofdbureau centraliseert de daarmee verband houdende verrichtingen op het niveau van het hele Gewest.

§ 4. Om het gewesthoofdbureau in staat te stellen te bepalen of er of er al dan niet moet worden overgegaan tot stemopneming van de uitslagen van de raadpleging, bezorgen de voorzitters van de stembureaus de voorzitter van het kantonhoofdkantoor onmiddellijk na de sluiting van hun verrichtingen een overzicht met vermelding van het aantal deelnemers ingeschreven in hun bureau en het aantal deelnemers die daadwerkelijk aan de raadpleging hebben deelgenomen.

Wanneer de voorzitter van het kantonhoofdbureau voor alle stembureaus van het kanton in het bezit is van dit overzicht, stelt hij een samenvattend overzicht met deze twee getallen voor alle stembureaus van het kanton op en deelt hij dit overzicht zo snel mogelijk mee aan de voorzitter van het kieskringhoofdbureau.

Wanneer de voorzitter van het kieskringhoofdbureau voor alle stembureaus van de kieskring in het bezit is van dit overzicht, stelt hij voor alle stembureaus van de kieskring een samenvattend overzicht met deze twee getallen op en deelt hij bedoeld overzicht zo snel mogelijk mee aan de voorzitter van het gewesthoofdbureau.

§ 5. Het kieskringhoofdbureau is belast met het toezicht op de verrichtingen die betrekking hebben op de raadpleging in de gehele kieskring.

Het stelt onmiddellijk de voorzitter van het gewesthoofdbureau in kennis van alle omstandigheden die zijn controle vereisen.

Indien de stemopneming van de uitslagen van de raadpleging moet plaatsvinden, centraliseert het kieskringhoofdbureau de daarmee verband houdende verrichtingen op het niveau van de gehele kieskring.

**Art. 35.** Het stemopnemingsbureau wordt om 10 uur op de zondag volgend op de raadpleging samengesteld.

De voorzitter vormt bedoeld bureau slechts indien hij van de voorzitter van het kantonhoofdbureau de aanwijzing heeft ontvangen dat de stemopneming moet plaatsvinden.

**Art. 36.** Het aantal deelnemers ingeschreven in de stembureaus waarvan de stembiljetten toevertrouwd worden aan éénzelfde stemopnemingsbureau mag niet meer bedragen dan 7000.

**Art. 37.** Wat het verloop van de stemopneming betreft, zijn de artikelen L4144-3 tot en met L4144-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie *mutatis mutandis* van toepassing.

**Art. 38.** Vóór het opnemen van de stemmen worden alle stembiljetten van alle stembureaus door de stemopnemingsbureaus doorengemengd.

**Art. 39.** § 1. De voorzitter en de leden van het stemopnemingsbureau vouwen de stembiljetten open en delen ze in de volgende categorieën in:

- 1° stembiljetten met geldige stemmen;
- 2° twijfelachtige stembiljetten;
- 3° blanco of ongeldige stemmen.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde indeling van de stembiljetten geëindigd is, worden deze zonder verandering van de indeling, onderzocht door de leden van het bureau, die hun opmerkingen en bezwaren aan het stemopnemingsbureau voorleggen.

De bezwaren en de beslissing van het stemopnemingsbureau worden in het proces-verbaal opgenomen.

De twijfelachtige stembiljetten en die waartegen bezwaar is ingebracht, worden volgens de beslissing van het stemopnemingsbureau gevoegd bij de categorie waartoe zij behoren.

§ 2. De volgende stembiljetten zijn ongeldig:

1° alle andere stembiljetten dan degene die krachtens dit decreet gebruikt kunnen worden;

2° de stembiljetten waarop de vraag of vragen tegelijk met ja en neen werden beantwoord;

3° de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de deelnemer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een niet geoorloofd merk.

§ 3. De stembiljetten van elke categorie worden achtereenvolgens door de leden van het stemopnemingsbureau geteld.

§ 4. Alle stembiljetten, ingedeeld zoals bepaald in paragraaf 1, worden in afzonderlijke en gesloten omslagen geplaatst.

Voor elke raadpleging stelt het stembureau dienovereenkomstig het totale aantal geldige stembiljetten, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten en voor elke vraag het aantal positieve en negatieve stemmen vast.

Al deze getallen worden in het proces-verbaal opgenomen dat staande de vergadering wordt opgemaakt en door de leden van het bureau en de getuigen ondertekend.

§ 5. Op de omslagen staan in zichtbare letters de volgende aanwijzingen:

1° de inhoud;

2° de datum van de raadpleging;

3° de naam van de gemeente;

4° de aanwijzing: "Opneming der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs...", gevolgd door de aanduiding van de nummers van de stembureaus.

Ze worden onmiddellijk verzegeld.

**Art. 40.** De voorzitter van het stemopnemingsbureau gaat bij de voorzitter van het kantonbureau met het proces-verbaal en de stemopnemingstabel.

Van zodra het kantonhoofdbureau in het bezit is van de processen-verbaal voor alle stemopnemingsbureaus van het kanton, stelt het een verzamelstaat op die de in artikel 39 bedoelde gegevens voor het hele kanton bevat, en zendt het die verzamelstaat zo snel mogelijk aan de voorzitter van het kieskringhoofdbureau, die hem zo snel mogelijk aan de voorzitter van het gewesthoofdbureau zendt.

**Art. 41.** Zodra het voor alle kieskringen van het Gewest in het bezit is van het samenvattend overzicht, deelt het gewesthoofdbureau de uitslagen aan de voorzitter en aan de griffier van het Waals Parlement.

De officiële uitslag omvat het aantal stemmen toegekend aan elk antwoord voor elke vraag.

Deze uitslag maakt het voorwerp uit van een geldigverklaring en van een bekendmaking.

**Art. 42.** De voorzitter van het Waals Parlement vaardigt de uitslag van de raadpleging uit en zorgt voor de bekendmaking ervan op de website van het Waalse Parlement.

De provinciegouverneur ziet erop toe dat de gemeenten de uitslagen minstens via aanplakking bekendmaken.

#### **TITEL V. — Geldigverklaring en beroep tegen een raadpleging**

**Art. 43.** Elk bezwaar tegen een raadpleging moet, op straffe van verval, schriftelijk worden ingediend binnen tien dagen te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het gewesthoofdbureau en de identiteit en de woonplaats van de bezwaarde vermelden.

Het wordt overhandigd aan de griffier van het Waals Parlement of ter post aangetekend verzonden. Hij is verplicht een ontvangstbewijs daarvan af te geven.

**Art. 44.** De uiteenzetting van de zaak door een lid van het Waals Parlement en de uitspraak van de beslissingen geschieden in openbare vergadering.

De beslissing moet op straffe van nietigheid met redenen omkleed zijn.

**Art. 45.** Het Waals Parlement spreekt zich uit binnen tien dagen na de indiening van het bezwaar.

#### **TITEL VI. — Propaganda en controle op de uitgaven**

##### **HOOFDSTUK I. — Propaganda**

**Art. 46.** § 1. Naast de bepalingen bedoeld in artikel 13 van het bijzonder decreet is het aanbrengen van opschriften, affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes op de openbare weg en op de bomen, aanplantingen, plakborden, voor- en zijgevels, muren, omheiningen, pijlers, palen, zuilen, bouwwerken, monumenten en andere langs de openbare weg of in de onmiddellijke nabijheid ervan liggende opstanden, verboden op andere plaatsen dan die welke door de gemeenteverhuden tot aanplakking zijn bestemd of vooraf en schriftelijk werden vergund door de eigenaar of door de gebruiksgerechtigde voor zover de eigenaar insgelijks zijn akkoordbevinding vooraf en schriftelijk heeft betuigd.

Daartoe stelt de gemeenteraad plaatsen bestemd voor de aanplakking van affiches ter beschikking van de comités en zorgt hij voor een billijke verdeling van die plaatsen tussen beide comités.

§ 2. De overtredingen van de bepalingen van § 1, eerste lid, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met een boete van 26 tot 1000 euro.

**Art. 47.** Als een gemotoriseerde optocht georganiseerd wordt op de openbare weg, moet de organisator de burgemeester van de verschillende gemeenten waarin die optocht plaatsheeft, daarvan op de hoogte brengen.

Tijdens de periode en op de tijdstippen bepaald door de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar is het verboden die gemotoriseerde optochten in het kader van de verkiezingen te organiseren.



HOOFDSTUK II. — *Controle op de uitgaven van het comités en op de herkomst van de middelen*

**Art. 48.** § 1. Het in artikel 20 van het bijzonder decreet bedoelde bezwaarschrift wordt schriftelijk ingediend en aan de griffier van het Waalse Parlement overhandigd of bij een ter post aangetekende brief aan hem verstuurd. Hij is verplicht een ontvangstbewijs daarvan af te geven.

§ 2. Het bezwaarschrift bevat:

- 1° de naam en de woonplaats van de bezwaarindiener;
- 2° de handtekening van de bezwaarindiener;
- 3° de naam en de woonplaats van minstens één stichter op wie het bezwaarschrift betrekking heeft;
- 4° de datum van het bezwaar;
- 5° het voorwerp van het bezwaar, met inbegrip van de aangevoerde feiten en argumenten.

§ 3. Het bezwaarschrift is onontvankelijk als het niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de §§ 1 en 2.

De controlecommissie beslist over de ontvankelijkheid van het bezwaarschrift tijdens een inleidende hoorzitting. In geval van onontvankelijkheid licht ze de bezwaarindiener daarover in.

§ 4. De bezwaarindiener kan de door hem nuttig geachte stukken bij het bezwaarschrift voegen. Daarvan maakt de bezwaarindiener een behoorlijke inventaris op.

§ 5. Wanneer de controlecommissie optreedt:

- 1° gebeurt het onderzoek schriftelijk en op tegensprekelijke wijze;
- 2° mag ze te allen tijde de partijen samenroepen en horen;
- 3° treedt ze in onmiddellijke briefwisseling met de personen die onder haar rechtsmacht vallen. Ze kan van die personen vragen dat ze alle stukken en gegevens in verband met de bezwaren die ze moet behandelen, indienen;
- 4° de partijen en hun advocaten zijn gemachtigd om kennis te nemen van het bezwaardossier op het secretariaat van de controlecommissie, om er een afschrift van te krijgen en een memorie in te dienen;
- 5° indien een onderzoek noodzakelijk is, gelast de controlecommissie dat het onderzoek wordt verricht tijdens haar hoorzitting of door het lid dat ze daartoe aangewezen heeft naar analogie van artikel 25, leden 2 tot 5, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;
- 6° de hoorzitting is openbaar, tenzij die openbaarheid de openbare orde of de goede zeden zou kunnen verstoren. In dat geval verklaart de controlecommissie dat bij gemotiveerde beslissing;

7° het bezwaardossier wordt tijdens de hoorzitting uiteengezet door de verslaggever aangewezen door de controlecommissie, waarna de partijen en hun advocaten mondeling hun opmerkingen mogen maken;

8° elke tussentijdse of definitieve beslissing wordt gemotiveerd of uitgesproken in openbare zitting. De beslissing vermeldt de naam van de verslaggever en de namen van de aanwezige leden, alles op straffe van nietigheid. De beslissing wordt ondertekend door de voorzitter en de leden van de controlecommissie.

**Art. 49.** § 1. De beslissing van het Parlement genomen ter uitvoering van artikel 20, § 3, derde lid, van het bijzonder decreet van 19 juli 2018 tot instelling van de volksraadpleging wordt onmiddellijk bij aangetekend schrijven door zijn griffier meegedeeld aan de Regering en aan het betrokken comité.

§ 2. Ze wordt onmiddellijk op de website van het Waals Parlement bekendgemaakt.

TITEL VII. — *Slotbepalingen.*

**Art. 50.** Het digitaal overmaken of de geautomatiseerde behandeling van de gegevens geschiedt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met inachtneming van de beginselen inzake het vertrouwelijk karakter, de integriteit en de beschikbaarheid van de gegevens in verband met de verkiezingen alsook met inachtneming van Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Het digitaal overmaken moet indien nodig worden beveiligd door middel van de versleuteling van gegevens.

**Art. 51.** Elk lid van een bureau en elke getuige leggen de eed af voor het begin van de verrichtingen. Hij wordt afgelegd door de getuigen, de bijzitters en de secretaris, in handen van de voorzitter, vervolgens door deze ten overstaan van het samengestelde bureau.

De voorzitter of de bijzitter, die gedurende de verrichtingen benoemd wordt ter vervanging van een verhinderd lid, legt de eed af voordat hij zijn ambt aanvaardt.

Van deze eedaflegging wordt in elk proces-verbaal melding gemaakt.

**Art. 52.** De ordehandhaving in de lokalen wordt *mutatis mutandis* door de artikelen L4143-14 tot en met L4143-16 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie geregeld.

Wat betreft de inbreuk op het stemrecht en op het stemgeheim, de verkiezingscorruptie, de verkiezingsfraude, de verzameling van de stemmen en het geweld zijn de artikelen L4145-26 tot en met L4145-46 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie *mutatis mutandis* van toepassing.

Wat betreft de sancties met betrekking tot de kiesbureaus, zijn de artikelen L4125-16 en L4125-17 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie *mutatis mutandis* van toepassing.

Wat betreft de kosten, zijn de artikelen L4135-1 tot en met L4135-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie *mutatis mutandis* van toepassing.

**Art. 53.** Het register van de deelnemers, het register van de stemmers en alle al dan niet geldige stembiljetten worden vernietigd wanneer de raadpleging definitief gevalideerd of nietig verklaard wordt, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

**Art. 54.** De Regering kan iedere uitvoeringsmaatregel i.v.m. dit decreet bij besluit regelen.

**Art. 55.** Dit decreet en het bijzonder decreet van 19 juli 2018 tot instelling van de volksraadpleging treden in werking op de dag van de installatie van het Waals Parlement ten gevolge van zijn algehele vernieuwing in 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

—  
Nota

(1) *Zitting 2018-2019.*

Stukken van het Waals Parlement, 1131 (2018-2019) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/13039]

**9 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux aides pour la validation des compétences**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 22, 30 et 49;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 janvier 2019 relatif à l'aide au coworking;

Vu le test genre, établi le 2 mars 2018 conformément à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'évaluation du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions réalisée le 27 juin 2018 concluant à l'absence d'incidence au point de vue de la situation des personnes handicapées conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 avril 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2018;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 21 juin 2018;

Vu l'avis 63.970/1 du Conseil d'Etat, donné le 18 septembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/13039]

**9 MEI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de steun voor de erkenning van competenties**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 22, 30 en 49;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 januari 2019 betreffende de steun voor coworking;

Gelet op de gendertest, opgesteld op 2 maart 2018 overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de evaluatie door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie uitgevoerd op 27 juni 2018 tot een conclusie komend van afwezigheid van weerslag op de situatie van personen met een handicap overeenkomstig artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 april 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 2 mei 2018;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 21 juni 2018;

Gelet op het advies 63.970/1 van de Raad van State, gegeven op 18 september 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;